

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19626 - 76ÈME ANNÉE

Indice de la nette aggravation de la situation sanitaire en France

Retard dans le résultat du test COVID-19 : 200 Réunionnais bloqués en France

En France, des passagers voulant se rendre à La Réunion ont attendu plus de 3 jours le résultat à leur test de dépistage, séisme indispensable pour embarquer. L'aggravation de la crise sanitaire en France rend plus long les délais, et les Réunionnais ne sont pas prioritaires. En conséquence, 200 personnes étaient bloquées à Orly hier. Pour le moment, aucun test de dépistage n'est demandé à un passager voulant se rendre en France. Mais si la situation sanitaire de La Réunion continuait à se dégrader, une telle mesure pourrait bien entrer en vigueur. Les tests à La Réunion seraient-ils en nombre suffisant pour que les Réunionnais ne soient pas contraints de subir une quarantaine à leur arrivée en France ?

L'aggravation de la crise sanitaire en France a eu une conséquence directe hier pour 200 Réunionnais. Conformément au protocole sanitaire mis en place par Paris, ils devaient présenter le résultat négatif d'un test de dépistage 72 heures avant le départ. Ils se sont tous acquittés de cette tâche, mais les laboratoires de la région parisienne font face à une demande toujours plus importante d'analyses de test. En conséquence, le délai pour connaître le résultat s'allonge.

Faute de présentation d'un résultat négatif au test, ces passagers n'ont pas pu embarquer dans l'avion pour lequel ils avaient payé leur billet. Leur retour est donc re-

tardé.

Pour leur permettre malgré tout de revenir à La Réunion dès que possible, une tente a été installée dans l'aérogare afin de tester tous les passagers concernés pour qu'ils puissent avoir une réponse dans la journée au aujourd'hui.

Tension sur les tests de dépistage

Ce nouvel épisode de la crise sanitaire rappelle que désormais, les laboratoires sont sous tension en raison de la seconde vague de la pandémie de coronavirus en France.

Dans ces conditions, il est clair également que les Réunionnais qui veulent rentrer dans leur île ne sont apparemment pas prioritaires. Les délais risquent donc de s'allonger.

A La Réunion, c'est la même tension. En effet, depuis que le protocole sanitaire prévoyant un test facultatif une semaine après l'arrivée pour tous les passagers, les autorités sanitaires n'ont pas été capables de mobiliser suffisamment de moyens pour tester toutes ces personnes. Or, quand ils ont été effectués, ces tests ont permis de constater combien ils étaient indispensables, puisque le taux de positivité à ce contre-test était de 33 pour 10.000 passagers, selon la dernière communication officielle de l'ARS. Cela signifie que les autorités sanitaires ne savent

pas combien de personnes porteuses du coronavirus ont été lâchées au contact de la population. Cette situation dure depuis le 11 juillet, et il est difficile de nier qu'elle n'ait pas contribué à l'explosion de la COVID-19 à La Réunion.

La quarantaine pour les Réunionnais en France ?

Pour le moment, aucun test de dépistage n'est demandé à un passager voulant se rendre en France. Mais si la situation sanitaire de La Réunion continuait à se dégrader, une telle mesure pourrait bien entrer en vigueur. En effet, le gouvernement français n'hésitera pas à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'arrivée de cas importés de La Réunion.

Reste à savoir si les capacités de test seraient suffisantes à La Réunion pour plus de 1.000 personnes supplémentaires par jour. Sinon, il est clair que la quarantaine attendra les Réunionnais. Si la France dispose de suffisamment de moyen pour tester les passagers venant de notre île, alors cette quarantaine durera le temps de connaître le résultat. Si ce n'est pas le cas, alors ce sera deux semaines de quarantaine pour les Réunionnais à leur arrivée en France.

M.M.

Lutte contre les inégalités

COVID-19 : des années de progrès pour les femmes et les filles pourraient être perdues, affirme l'ONU

Soulignant l'impact socio-économique dévastateur du COVID-19 sur les femmes et les filles dans le monde, le secrétaire général de l'ONU António Guterres a appelé lundi à un effort majeur pour éviter que des « années, voire des générations » de progrès sur l'autonomisation des femmes ne soient perdues pour la pandémie de coronavirus.

Dans un discours prononcé lundi lors d'un rassemblement virtuel avec des jeunes femmes d'organisations de la société civile, le Secrétaire général de l'ONU a déclaré que la pandémie mondiale de coronavirus avait déjà inversé des décennies de progrès limités et fragiles en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes.

« Sans réponse adaptée, nous risquons de perdre une génération ou plus de gains », a-t-il averti.

António Guterres a souligné le rôle vital joué par les femmes, en tant que travailleurs de la santé, personnel essentiel, enseignants et soignants, aidant des millions de personnes dans le monde - à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de leurs maisons.

filets de sécurité sociale efficaces.

« La pandémie a révélé l'ampleur de son impact sur la santé physique et mentale, l'éducation et la participation au marché du travail », a déclaré António Guterres, au milieu de rapports inquiétants du monde entier faisant état de la montée en flèche de la violence sexiste, « car de nombreuses femmes sont effectivement confinées avec leurs agresseurs, tandis que les ressources et les services de soutien sont redirigés ».

« En bref, la pandémie expose et exacerbe les obstacles considérables auxquels les femmes sont confrontées pour faire valoir leurs droits et réaliser leur potentiel », a-t-il déclaré.

La réunion publique de lundi fait régulièrement partie du calendrier des Nations Unies, mais elle est généralement organisée en marge de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme. Cette année, cependant, il a été reporté en raison de la pandémie et organisé virtuellement, avec la participation à distance de milliers de femmes activistes et défenseurs des droits des femmes.

crise mondiale.

Nina de Géorgie a reconnu que le travail des femmes est sous-évalué et que la pandémie leur a conféré des responsabilités supplémentaires.

« Alors que nous essayons de découvrir ce qu'une pandémie a causé, je pense qu'il est important pour nous de comprendre une fois de plus les barrières invisibles auxquelles les femmes sont confrontées pour leur autonomisation économique », a-t-elle déclaré.

Certains participants ont soumis des questions écrites qui ont été lues par Phumzile Mlambo-Ngcuka, responsable d'ONU Femmes, l'agence des Nations Unies qui promeut l'égalité des sexes dans le monde.

Les questions soulevées ont porté sur l'augmentation des grossesses chez les adolescentes pendant la pandémie, la protection des défenseurs des droits humains, le soutien aux personnes handicapées et la nécessité de lutter contre le racisme.

« Nous sommes ravis que les femmes du monde entier aient cette occasion de parler au Secrétaire général de l'ONU à ce moment de leurs problèmes et préoccupations, et de l'entendre », a déclaré Mme Mlambo-Ngcuka, qui a été la modératrice de l'événement.

« La société civile et les mouvements de femmes sont des partenaires indéfectibles dans la volonté de dénoncer et de lutter contre les inégalités qui se sont creusées sous le COVID-19, et de placer les femmes au centre du redressement. »

Violences sexistes et sociales

Cependant, ce rôle essentiel n'est pas reconnu en raison des inégalités. Dans le même temps, de nombreuses femmes travaillant dans le secteur informel ont été plongées dans l'insécurité financière, sans revenu régulier ni

Témoignages

Martha, une militante polonaise, a évoqué la montée du populisme et du nationalisme en Europe qui met en péril la démocratie et les droits de l'homme. Elle se demande comment relever ce défi, en particulier dans un contexte de

Edito

La France ou l'absence de volonté de décoloniser

Qu'il s'agisse de ses anciennes ou de ses actuelles colonies, ou encore des néo-colonies dont fait partie La Réunion, la France a décidément du mal à laisser ces territoires s'émanciper.

Prenons quelques exemples parlant pour les anciennes colonies : le Liban et le Mali.

Bien que la catastrophe de Beyrouth soit dévastatrice pour tous, la France via son président Macron s'est directement déplacée sur le territoire.

Pour apporter des aides aux Libanais ? Oui, mais pas seulement, car il a annoncé la nécessité pour le Liban de procéder à d'importantes réformes. On n'imaginerait jamais le gouvernement libanais faire la réciprocité avec la France. C'est bien là la preuve éclatante du rapport colonial qui continue à exister entre la France et une de ses anciennes colonies.

De même, la France a directement condamné le coup d'Etat au Mali (que l'opposition démocratique a par ailleurs largement soutenu par de grandes manifestations), en exigeant le retour du pouvoir aux civils, ce qui est exactement le but de ce putsch. Si l'on rajoute à cela l'intervention militaire sur place, on ne peut parler que d'une volonté de la France de continuer à dominer le Mali.

Mais cette absence de volonté de décoloniser est évidemment également présente dans les territoires actuellement occupés, et on peut penser en premier lieu à Kanaky (Nouvelle-Calédonie).

En effet, le 4 octobre prochain aura lieu le 2nd référendum d'autodétermination du pays.

Pourtant, la France n'est pas neutre dans ce scrutin.

Après des accusations de modification des listes électorales lors du premier référendum, elle participe actuellement ouvertement, comme indiqué dans nos tribunes il y a quelques jours via le communiqué du FLNKS à tenter de biaiser les futurs résultats du scrutin en violant l'esprit des Accords de Nouméa.

Concernant les néo-colonies, dont nous faisons partie, faut-il avoir encore besoin, tant les exemples sont légion et quotidiens, de démontrer la volonté de l'Etat de défendre une politique assimilationniste, à l'encontre total de la nécessité de nos peuples respectifs à s'émanciper ?

Nous avons pourtant un enjeu pour lutter contre ce néo-colonialisme avec le processus annoncé de « différenciation » par le gouvernement. Il faudra être vigilants, à l'avant-garde des propositions et y imposer un rapport de force.

Il ne s'agira en effet pas d'aboutir à de simples mesures de forme, mais bien d'arracher à un État - qui comme cela a été vu auparavant refuse de décoloniser - de vraies avancées pour notre pays. Elles devront nous permettre d'arriver à acquérir de nouvelles responsabilités pour plus d'autonomie pour notre peuple.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Colombie : La ronésans lo kartyé moravia dann la vil Medellin

L'avé in foi dann in kartyé la vil Médéllin (i fo prononsMédéline) in gran léspas demoun l'avé bati in gran bidonvil pou éskiv la guèr sivil. 17 mil pèrsone téi viv la é afors-afors konm l'avé poin in sistèm pou kolèkt bann déshé, landroi la vni in gran montagn zordir, demoun téi apèl sa « in katastrof piblik ».

Rant 1977 épi 1984. Demoun la sov l'androi zot téi viv pou alé fé in kaz provizoir dann kartyé Medellin. Mé ni gouvèrnman, ni la komine, la pa roganiz ramasaz déshé é firamézir landroi la vni in gran bidonvil é sa ziska bann zané 1980. L'èrla la popikasyon la roganiz aèl pou fé roviv son landroi : in gran zardin partazé avèk plis sinkant mil plant la pran la plass lo bidonvil... 70 % lo kartyé la vni in gran zardin partazé rant bann rézidan lo kartyé.

Bann madam té lo vré motèr lo shanjman avèk zot kopérativ, zot travaye organisé é tout in rézo komèrsyal pou ékoul la marshandiz. Zordi partou bann plant i pouss é lo bann rézidan la trouv in manyèr pou amélyor zot rosours. La vi ékonomik la roganizé, la vi kiltirèl galman, in rézo pou la santé. Biensir la mizèr la pa disparèt konplètman, mé landroi lé pli vivab zordi avèk son plizyèr dizène mil abitan.

Justin